

Un ministre vert

Le piège des puits

La Belgique présidera l'Union européenne à partir de juillet 2001. Ce sera donc sans doute à son ministre Olivier Deleuze de préparer la COP6 bis côté européen. Il explique pourquoi mieux valait suspendre les négociations de La Haye, en attendant mieux.

Entretien avec Olivier Deleuze

Secrétaire d'Etat à l'Energie et au Développement durable (Belgique)

Courrier de la planète : Comment analysez-vous l'échec des négociations de La Haye ?

Olivier Deleuze : Par définition, dans une négociation, il importe à la fois que certains points de l'accord ne soient pas en eux-mêmes complètement inacceptables, et à la fois que l'on trouve un équilibre global. La Haye n'a pas permis d'atteindre un accord équilibré. Les deux problèmes principaux concernaient d'une part les puits de carbone, en particulier leur inclusion dans le mécanisme de développement propre, d'autre part l'observance, c'est-à-dire la surveillance et les sanctions. Ces deux questions étaient trop improvisées et une majorité d'Etats européens a refusé le compromis. Le risque était de se retrouver avec un accord dont a posteriori on aurait découvert qu'il était catastrophique pour l'environnement et qu'il introduisait des distorsions de concurrence injustifiables entre l'Europe et l'Umbrella.

Mais cette improvisation renvoie à un problème plus fondamental. Voilà la communauté internationale confrontée à une difficulté due à son bon fonctionnement. Le réchauffement climatique n'est pas dû à une crise, à une guerre majeure ou à une récession. Il ne s'agit pas de faire revenir au bercail un Etat qui ne respecte pas telle règle, ou de palier tel dysfonctionnement. L'économie tourne, et plus la croissance est soutenue, plus le problème climatique se renforce. Les négociations échouent parce que nous ne sommes pas culturellement mûrs pour trouver une solution. Les premiers objectifs de réduction des rejets de gaz à effet de serre envisagés avant le protocole de Kyoto étaient extrêmement ambitieux. Aujourd'hui, on

est en train de s'entre-déchirer pour diminuer de 5 % globalement en 2010, en sachant pertinemment que c'est insuffisant, et en essayant d'alléger cet effort minimal par des mécanismes de flexibilité. C'est une question de perception, de culture des biens communs et des politiques qu'on est prêt à mettre en œuvre pour les préserver. La culture de la classe dirigeante est très neuve en matière de réchauffement climatique. La société internationale, représentée à La Haye par ses responsables politiques compétents pour le climat, a une façon de penser peut-être insuffisante par rapport au défi.

CdP : Cela ne tient-il pas en partie aux pressions industrielles contre un objectif de réduction trop contraignant ?

O. D. : Oui, mais les industriels ne sont pas les seuls à freiner. On voit aussi des organisations syndicales freiner. Même si d'un point de vue macro-économique, lorsqu'on augmente la fiscalité sur l'énergie et qu'on la diminue sur le travail, le bilan est favorable en termes d'emplois, cela reste douloureux pour les secteurs d'activité les plus consommateurs d'énergie.

CdP : Les ONG n'ont-elles pas selon vous contribué à figer la position européenne à La Haye ?

O. D. : Les ONG environnementalistes font avancer la culture collective par rapport au problème du climat. Plus tôt on agira, moins ce sera douloureux. Les ONG poussent à agir vite. Et si elles ont défendu le « non » au compromis envisagé avec l'Umbrella, c'est sans doute qu'elles ne voulaient pas qu'on fasse tout de suite rien du tout ! C'est leur rôle de faire pression pour l'intégrité environnementale du protocole.

CdP : Selon vous, est-ce une bonne chose qu'il n'y ait pas eu d'accord maintenant, vu le compromis proposé ?

O. D. : Je pense que oui. On verra si on arrive à faire mieux avec la COP6 bis.

Négocons les questions d'observance, de puits, passons des compromis politiques, mais sans prétendre qu'ils sont motivés par des considérations scientifiques. D'accord pour laisser ouverte la question des puits en disant qu'on tranchera plus tard, quand les scientifiques en sauront davantage, mais n'acceptons pas n'importe quoi pour autant.

CdP : Comment expliquez-vous que l'Union européenne n'ait pas pu mieux s'entendre avec les pays en développement ?

O. D. : Je crois que, malgré les efforts de la présidence, la méthode était un peu brusque : négocier d'un côté avec l'Umbrella, parce que là était le cœur du processus, et de l'autre entretenir des contacts avec le G77, c'était leur manquer d'égards. L'Europe a des liens historiques privilégiés avec beaucoup d'entre eux, et ses contacts auraient dû être meilleurs. C'est beaucoup affaire de relations informelles, notamment avant la négociation.

J'ai participé au sous-groupe de négociation du box A, qui portait sur les questions propres aux PED. L'ambiance n'était pas constructive. C'était une discussion d'experts sur la composition de tel fonds ou la répartition des voix entre les membres. On ne discutait pas des enjeux importants ni de l'équilibre global des propositions. Il est vrai que la négociation doit à un moment donné aborder les points précis, mais sans accord global en amont sur l'objectif, on ne peut pas avancer. Quand la méfiance est trop grande, chaque point est interprété différemment de part et d'autre de la table. On a sans doute manqué de temps, une fois la note Pronk communiquée, pour pouvoir replacer la négociation des points précis dans la discussion politique de fond et réduire la méfiance. Mais je ne jette pas la pierre au texte de Pronk, même s'il est venu trop tard. C'était une bonne base de travail, très politique, très réfléchie... et cela reste éventuellement une bonne base de travail !

CdP : Sur des questions qui divisent les pays du Sud, comme les puits ou le mécanisme de développement propre, comment arriver à une position commune Europe-PED ?

O. D. : Dans la question des puits, le premier critère à prendre en compte est l'intégrité environnementale. Il ne faut pas transiger là-dessus. Si la ratification du protocole passe par un recours massif aux puits, autant laisser tomber. Nous devons faire comprendre cela aux pays en développement. Quant à l'éligibilité des projets d'investissement au titre du mécanisme de développement propre, on est quasiment parvenu à un accord. Les pays du Nord comme les pays du Sud les plus attractifs pour les projets de développement propres reconnaissent que les pays les moins avancés ont de vraies difficultés d'accès aux financements du Fonds pour l'environnement mondial. Ce n'est plus un sujet d'opposition. L'accord de principe étant trouvé, la méfiance étant tombée, on peut maintenant s'attacher à trouver des modalités techniques pour permettre aux pays les moins avancés de mieux bénéficier des financements de la communauté internationale, qu'ils soient privés ou publics.

*56, rue des Colonies –
Bruxelles - Belgique
Tél. : + 32 2 227 07 00
Fax : + 32 2 219 79 30
E-mail :
odeleuze@deleuze.
unet.be



Vu du Brésil

Chacun pour soi

José Goldemberg

Institut de l'électronique et de l'énergie
Université de São Paulo*

En tant que spécialiste des questions énergétiques, je suis naturellement partisan d'une convention climat forte qui permette de réduire les émissions en prenant le problème à la racine. L'enjeu est de sortir du schéma énergétique actuel, assis sur les combustibles fossiles, et de passer à un modèle énergétique durable.

C'est cependant aux gouvernements qu'il revient de mettre en pratique ces nobles idéaux. Or leur fonctionnement reste marqué par l'intérêt national, et non par le souci de l'intérêt de l'humanité tout entière. Ainsi, les pays en développement n'ont pu être mobilisés qu'autour de questions étroites touchant directement leurs intérêts, comme le transfert de technologies, le renforcement des capacités et l'aide au développement. Autant de préoccupations récurrentes des pays du Sud dans les négociations internationales, qui n'ont rien de spécifique à la négociation climat.

Le débat sur le mécanisme de développement propre (MDP) fait toutefois exception à la règle. Ce mécanisme, qui permet aux pays développés d'acquiescer des permis d'émission de gaz à effet de serre supplémentaires en contrepartie d'investissements "propres" dans les pays du Sud, pourrait en effet amener le secteur privé à jouer un rôle important. C'est une opportunité nouvelle pour les pays en développement qui s'ajoutent à l'aide bilatérale et internationale. Les transactions financières au titre du MDP pourraient représenter plusieurs mil-

liards de dollars par an, alors que l'aide internationale qui transite notamment par le Fonds pour l'environnement mondial plafonnera à quelques centaines de millions de dollars. C'est la raison pour laquelle les pays en développement sont souvent partisans d'un démarrage rapide du MDP.

Il est clair néanmoins que les pays du Sud, réunis sous la bannière du groupe des 77 et de la Chine, ont été complètement marginalisés dans les négociations, voire intentionnellement confinés dans des discussions techniques. Ils ont certes

manqué de vision à long terme, mais leur manque d'engagement dans la lutte contre le réchauffement climatique n'est pas à l'origine de l'échec de La Haye. Fondamentalement, cet échec est imputable aux désaccords entre l'Europe et les Etats-Unis, les Américains cherchant manifestement à échapper à leurs engagements de Kyoto. Ce qui n'encourage pas

José Goldemberg, physicien renommé et plusieurs fois membre du gouvernement brésilien, est un défenseur historique du développement durable. Il commente l'échec de La Haye et la position des pays du Sud.

les pays en développement à songer à limiter leurs propres émissions de gaz à effet de serre ! L'engagement de la Chine, de l'Inde et du Brésil dans la lutte contre l'effet de serre est vital, vu la taille de leurs économies, mais ils n'accepteront aucune contrainte énergétique tant que les pays industrialisés ne ratifient pas le protocole de Kyoto et ne réduisent pas leurs émissions.

Le président de la conférence, Jan Pronk, a tenté à sa manière de débloquer le conflit entre Européens et Américains. Il a essayé de mener le processus au lieu de rechercher un consensus par la négociation. Sa stratégie, jugée autoritaire et arrogante par certains, a certes échoué, mais sur le fond son diagnostic était juste : nous avons effectivement bien plus besoin d'un leadership fort que d'une négociation point par point. ■

*Av. Prof. Luciano Gualberto,
1289 – Cidade Universitária